

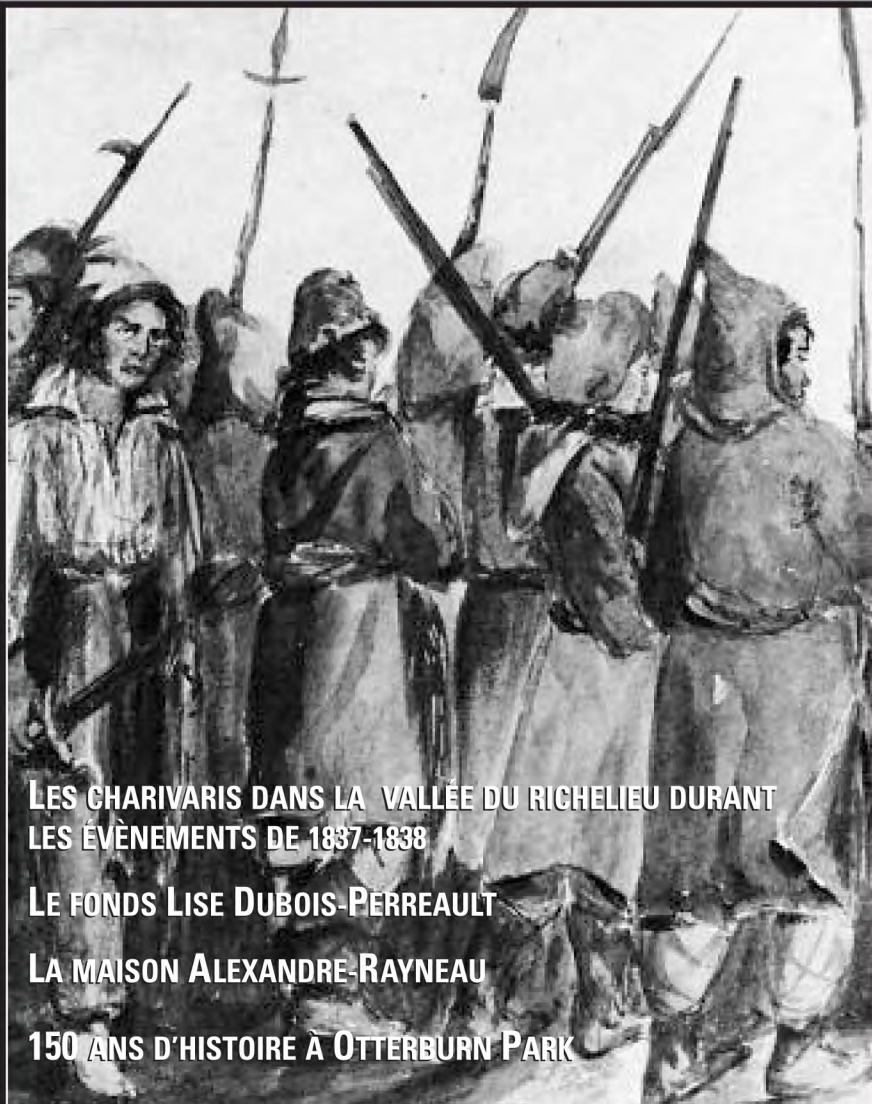
# Cahier d'histoire

28<sup>E</sup> ANNÉE

N<sup>O</sup> 85

FÉVRIER 2008

Société d'histoire de Beloeil – Mont-Saint-Hilaire



**LES CHARIVARIS DANS LA VALLÉE DU RICHELIEU DURANT  
LES ÉVÉNEMENTS DE 1837-1838**

**LE FONDS LISE DUBOIS-PERREAU**

**LA MAISON ALEXANDRE-RAYNEAU**

**150 ANS D'HISTOIRE À OTTERBURN PARK**

# Société d'histoire de Belœil – Mont-Saint-Hilaire

Case postale 85010, Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H 5W1

Courriel : [info@shbmsh.org](mailto:info@shbmsh.org)

Site internet : <http://www.shbmsh.org>

Membre de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu, de la Table de coordination des archives privées de la Montérégie, de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et de la Table culturelle de la Vallée-du-Richelieu.

---

## Bureau de direction

Président : Benoit Béland

Vice-présidente : Chantal Millette

Trésorier : Alain Côté

Secrétaire : Jean-Mathieu Nichols

Directeurs : Pierre Gadbois, Pierre Lambert, Francine Serdongs

---

## Comité de rédaction

Alain Côté, directeur

Anne-Marie Charuest, correctrice

Suzanne Langlois, correctrice

La Société publie des textes d'intérêt local et régional (Vallée-du-Richelieu) traitant d'histoire, de généalogie et de sujets connexes.

Les manuscrits, remis en double exemplaire et sur support informatique, sont soumis au comité de rédaction qui les accepte, les rejette ou propose des modifications. Les auteurs sont priés d'utiliser les *Instructions aux auteurs* préparées à leur intention.

©Société d'histoire de Belœil – Mont-Saint-Hilaire 2008

Tous droits de reproduction réservés.

Graphisme : Aline Beauchemin

Impression : Imprimerie Maska inc.

Dépôt légal : premier trimestre 2008, Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque nationale du Canada. ISSN : 0225-5359

Page couverture :

Miliciens patriotes après la capture du manoir seigneurial de Beauharnois, le 4 novembre 1838. (Aquarelle de Jane Ellice, belle-fille du seigneur.)

# Cahier d'histoire

Société d'histoire de Belceil - Mont-Saint-Hilaire

28<sup>E</sup> ANNÉE

N<sup>o</sup> 85

FÉVRIER 2008

## SOMMAIRE

<b>Les charivaris dans la vallée du richelieu durant les événements de 1837-1838</b> .....	3
<i>par Jean-Mathieu Nichols</i>	
<b>Le fonds Lise Dubois-Perreault</b> .....	18
<i>par Pierre Gadbois</i>	
<b>La maison Alexandre-Rayneau</b> .....	29
<i>par Pierre Gadbois</i>	
<b>150 ans d'histoire à Otterburn Park</b> .....	34
<i>par Alain Côté</i>	

*Les Cahiers bénéficient annuellement d'une aide financière  
de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu.*



**Papineau s'adressant à ses partisans.**  
(Dessin de Charles W. Jeffreys.)



# LES CHARIVARIS DANS LA VALLÉE DU RICHELIEU DURANT LES ÉVÈNEMENTS DE 1837-1838

— JEAN-MATHIEU NICHOLS

Secrétaire de la Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire et rédacteur en chef du bulletin *Le Passeur*, l'auteur est titulaire d'une maîtrise en histoire. Il nous présente ici un travail réalisé pour le compte d'un groupe de recherche sur les Rébellions dirigé par Gilles Laporte qui a donné lieu à la publication *Patriotes et Loyalux. Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*.

Le charivari est une vieille coutume qui s'est implanté tôt au Québec<sup>1</sup>. Cette coutume se présente comme un bruit confus, tumultueux et désagréable, d'une assemblée de gens déguisés qui crient d'une manière bouffonne, et font du tumulte avec des poêles, chaudrons et tambours. Cela dit, bien qu'elle comporte plusieurs variantes en Amérique, c'est la dynamique du mariage qui est la cause première du charivari au Bas-Canada. Le charivari traditionnel marque la réprobation populaire d'un mariage peu indiqué. Plutôt amical et bon enfant dans la plupart des cas, il se conclut par le règlement d'une amende donnée aux *charivaristes*. Mais certains Patriotes se serviront du charivari durant les Rébellions de 1837-1838 en signe de désapprobation du pouvoir en place. Ce texte s'intéresse à divers cas de charivaris survenus le long de la rivière Richelieu lors de cette période trouble.

## Les instances de pouvoir

Avant de parler des charivaris survenus à l'automne de 1837, il faut en premier lieu comprendre comment le pouvoir est géré en dehors des grands centres urbains (Québec, Trois-Rivières et Montréal) où se trouvent les tribunaux<sup>2</sup>. En région, on trouve donc

deux tribunaux de comtés : à Saint-Hyacinthe et à Napierville. Mais c'est véritablement aux juges de paix, nommés par le gouverneur, de s'occuper des litiges, des crimes mineurs et de certains règlements locaux (concernant principalement les licences de tavernes). Si le poste de juge de paix est peu rémunéré, la fonction est prisée : elle est le plus souvent occupée par des notables de la campagne qui ont déjà ou qui désirent un certain prestige social (seigneurs, marchands ou professionnels). Curieusement, les juges de paix ont peu de compte à rendre à l'autorité centrale. Les conflits sont en quelque sorte autorégulés à l'intérieur de la communauté et la conduite des juges de paix est ainsi dictée par le prestige qu'ils occupent dans la communauté.

La milice est une autre institution dirigée par l'État, qui met en rapport direct l'autorité du roi et la paysannerie, en enrôlant la plupart des hommes des paroisses du Bas-Canada entre 18 et 60 ans. Les milices sont organisées dans chaque paroisse. À sa tête est placé un capitaine, lui-même assisté par un lieutenant et un enseigne. L'officier de milice, tout comme le juge de paix, *«jouit de l'autorité que lui confère un brevet royal sans être pour autant un employé au gouvernement<sup>3</sup>»*. La milice ne s'entraîne guère plus qu'une fois par année. Il se dégage de l'organisation une forte hiérarchie. Le capitaine joue par ailleurs le rôle de policier qui veille à l'ordre public. Le capitaine de milice est un poste prestigieux, tributaire d'une légitimité populaire; divers cérémoniaux servent d'assise à ce pouvoir, notamment la cérémonie du mai.

## Un contexte bouillant

Les Rébellions de 1837-1838 doivent être inscrites dans un cadre large, qui dépasse le contexte canadien. En effet, la quête de la démocratie bouleverse tout l'Occident dès 1790<sup>4</sup>. Au Canada, cette lutte prend un tournant dramatique en 1837. En effet, le dépôt des *Dix résolutions Russell* en mars 1837 marque l'échec du long processus constitutionnel et bloque du coup le seul pouvoir de l'assemblée, celui de voter la Liste civile<sup>5</sup>. Sans pouvoir, les députés patriotes refusent de siéger en Chambre. Parallèlement, les Patriotes organisent une tournée d'assemblée à partir du 7 mai jusqu'au 23 octobre, à travers le Bas-Canada, pour soutenir et structurer la

mobilisation de la population. Dès le 15 juin, le gouverneur Gosford interdit les grandes assemblées publiques anticoercitives<sup>6</sup>. Mais la situation ne fait que s'aggraver et Gosford reçoit la démission de plusieurs officiers (juge de paix ou chef de milice); il remplace ceux-ci par des individus fidèles à la Couronne. Les charivaris qui auront lieu visent justement ces nouveaux officiers et ont pour but de terroriser ces officiels fidèles à la Couronne pour qu'ils démissionnent à leur tour.

## Les charivaris politiques

Les charivaris débutent lentement à partir de l'été 1837. Jusqu'à la mi-octobre, ils sont spontanés, et visent des personnages publics impopulaires. De la fin octobre à novembre 1837, les charivaris sont essentiellement dirigés par la petite bourgeoisie à des fins stratégiques, c'est-à-dire visant la remise, en région, des commissions des officiers et magistrats du gouvernement<sup>7</sup>. Ainsi, une dizaine de charivaris politiques ont lieu en octobre 1837, principalement dans la vallée du richelieu<sup>8</sup>.

Autour du 1<sup>er</sup> juillet, plusieurs individus loyalistes subissent des menaces à Saint-Eustache, Saint-Benoit et Sainte-Scholastique. Les Patriotes, pour bien démontrer leur volonté politique, brisent des clôtures, jettent des pierres et tondent les queues et crinières des chevaux. Robert Hall et Eustache Cheval dit Saint-Jacques subissent chacun à leur tour les foudres des charivaristes et ce, pour ne pas vouloir prêter allégeance aux Patriotes<sup>9</sup>. Robert Hall se fait défoncer sa porte, fracasser ses fenêtres avec des pierres, briser sa clôture et comble de malheur, raser la crinière et la queue de ses chevaux. Il se plaint particulièrement de ce dernier méfait puisqu'on rit de lui lorsqu'il se déplace. Pour sa part Eustache Cheval, l'un des plus riches propriétaires terriens de la région et qui occupe le prestigieux poste de major au sein de l'état-major de la milice des Deux-Montagnes, se fait briser une fenêtre par le tir d'un maraudeur. Ainsi, le maraudage nocturne commence dès l'été 1837. Cependant, les formes de manifestations les plus intenses auront lieu dans la région du Bas-Richelieu, en septembre de la même année.

## À bas Colborne, hurra pour Papineau!

Ainsi, le 13 septembre 1837, le général en chef des forces britanniques au Canada, John Colborne, en route avec sa suite pour une tournée d'inspection dans les Cantons-de-l'Est, est de passage au village de Saint-Hyacinthe. Cette région est un bastion patriote important et Louis-Joseph Papineau y compte de nombreux parents et alliés<sup>10</sup>. Le même jour, par un pur hasard, Louis-Joseph Papineau mène ses fils Lactance et Amédée au séminaire de Saint-Hyacinthe pour le début des classes. L'arrivée du tribun est attendu par plusieurs citoyens qui annoncent des festivités en son honneur «*aux sons d'airs musicaux*» et escortent les Papineau jusqu'au séminaire. Profitant de l'effervescence, certains détournent la foule vers l'auberge où séjourne Colborne pour y scander : «Vive Papineau! À bas Colborne et Gosford!». Le même soir, un charivari politique est organisé contre le général.



**Le général Colborne, alors en tournée d'inspection dans Saint-Hyacinthe, fait l'objet d'un charivari impromptu.** (Elinor Kyte Senior, *Les habits rouges et les patriotes*, VLB Éditeur 1997, p. 42).

Bien que Colborne ne soit pas la première victime de ce genre de manifestation, l'événement revêt une importance certaine simplement par le rang qu'il occupe. La foule d'une quarantaine de participants est menée par Thomas Bouthillier, Eusèbe Cartier et Arthur Delphos. Elle encercle d'abord l'auberge en lançant des insultes : «À bas Colborne; c'est un traître au pays! À bas les Anglais! Hourra pour Papineau! À bas les soldats!». Embarrassé, Louis-Joseph Papineau convoque alors les meneurs et la foule se rend tout entière chez Mme Dessaulles, sœur de Papineau et seigneuresse de l'endroit, où loge Papineau. Ce dernier



demande à ce qu'on cesse le charivari. Le lendemain, Thomas Bouthillier, Pierre Boucher de La Bruère, Eusèbe Cartier et une trentaine d'autres plantent un mai surmonté d'un bonnet de la liberté devant l'église de Saint-Hyacinthe en l'honneur de Papineau<sup>11</sup>. L'évènement symbolise clairement que, à l'encontre du général, c'est Papineau qui, aux yeux du peuple, représente l'autorité légitime. Cela provoquera un autre charivari.

En effet, dans les semaines qui suivent, ce mai est coupé à la faveur de la nuit. Selon la rumeur, les responsables seraient Emmanuel Couillard Després et Joseph Goyette<sup>12</sup>. En guise de représailles, un charivari est organisé contre Couillard Després et dure deux jours. Thomas Bouthillier, Lucien Archambault, un dénommé Thompson, Eusèbe Cartier, Pierre Boucher de La Bruère, Alexis Delfose, Jean-François Têtu et Thomas Marchesseault sont tous reconnus par Joseph Normandin. Ce dernier estime à près de 50 personnes le nombre de participants au charivari. Normandin affirme que le mai érigé pour Papineau était en fait celui de Couillard Després qu'on lui avait volé (et donc coupé)<sup>13</sup>. Parallèlement à cet évènement, plusieurs autres habitants de la localité reçoivent des menaces de charivari<sup>14</sup>.

## Debartzch comme cible

Le journal loyaliste *Le Populaire* attribue la responsabilité des évènements de septembre aux discours tenus par l'Orateur à Saint-Hyacinthe. Toujours selon ce journal, Papineau lui-même aurait cautionné les charivaris par des déclarations comme : «*il n'y a pas de bureaucrates ici ; s'il y en avait, il faudrait les mettre entre deux bœufs*». Ainsi, un groupe d'hommes qu'on nomme les *Septembriseurs* dans les journaux loyaux, organisent plusieurs charivaris. Difficile à identifier, ils viennent surtout de Saint-Denis, de l'entourage de Wolfred Nelson, bien que ce dernier ne semble pas personnellement impliqué<sup>15</sup>. Quelques jours après le soulèvement populaire contre Colborne, c'est maintenant au seigneur Debartzch d'en subir les foudres. Pierre-Dominique Debartzch (1782-1846), avocat, seigneur d'une partie du fief de Saint-Hyacinthe et grand promoteur de Saint-Charles, était alors un personnage central au sein de la politique locale et bas-canadienne<sup>16</sup>. Comprenant que

l'Angleterre n'accordera pas à moyen terme le conseil législatif électif et la responsabilité ministérielle dans la colonie et trouvant que Papineau s'embourbe dans un radicalisme sans concession, il décide de quitter les leaders patriotes. Ainsi donc, il passe d'un des Patriotes les plus en vue à un des hommes les plus impopulaires du Bas-Canada. En août, il est nommé au Conseil exécutif. De plus en plus lié à l'administration coloniale, Debartzch prêche pour la modération<sup>17</sup>. Selon les reproches qu'on lui fait, il aurait utilisé son influence auprès du gouverneur Gosford et du général Colborne pour la mise en place de mesures plus rigoureuses afin de rétablir l'ordre. Face à ces soupçons probablement fondés, les habitants locaux lui feront subir un harcèlement intégral, passant des menaces à un charivari violent.

Debartzch est un personnage public important dont les déplacements, comme ceux de Papineau, sont recensés par les journaux. Ainsi, il est de retour à Saint-Charles en septembre avec sa famille, au terme d'une courte session du Conseil législatif à Québec. Il s'arrête en chemin à Saint-Ours, chez son beau-frère, Roch de Saint-Ours, où l'on fête le baptême d'un fils. Mettant fin à l'aristocratique réception, des émeutiers se présentent au prestigieux manoir de Saint-Ours pour faire subir à ses occupants un charivari terrifiant. Certains *Septembriseurs* s'excuseront d'ailleurs dès le lendemain à Roch de Saint-Ours pour la frayeur causée à sa famille, en spécifiant que la cible en était bien Pierre-Dominique Debartzch<sup>18</sup>.

Après être resté quelques jours chez les Saint-Ours, probablement pour se remettre de leur frayeur, Debartzch, sa dame et ses quatre filles se dirigent vers le manoir de Saint-Charles. Ils sont alors escortés par «une garde d'honneur» à cheval, les habits à l'envers et couverts de grelots, qui le suivent en silence. À Saint-Denis, où il doit passer, on se prépare à l'accueillir et à pendre son effigie au bout d'une perche. Debartzch, se doutant de quelque chose, s'arrête à l'orée du village pour demander à un cultivateur ce qui se trame au village. Informé des préparatifs, Debartzch trouve alors prudent de changer sa route pour éviter le village. C'est là, dans sa fuite, qu'il s'embourbe avec sa calèche. Selon ses dires, personne ne lui porte alors secours, la justice populaire en ayant décidé ainsi.